

Les syndicats mettent l'hôtel de la Direction départementale des finances publiques « à vendre »

Publié il y a 2 jours le 09/01/2024

Par Sylvain



La banderole déployée par les syndicats vue depuis la rue du roi René.

L'intersyndicale se rassemblait ce mardi devant la Direction départementale des finances publiques, rue Talot, pour « mettre en vente » le bureau de son directeur Michel Derrac, accusé de brader le domaine immobilier de l'administration.

« L'Etat brade son parc immobilier, hôtel particulier à saisir », pouvait-on lire depuis le boulevard du roi René ce mardi midi. L'intersyndicale Solidaires, FO, CFDT et CGT Finances Publiques s'était réunie rue Talot pour protester contre les « **projets immobiliers fous** » du directeur des finances publiques du Maine-et-Loire, Michel Derrac. Objet de la discorde, le bâtiment du boulevard Arnauld. Situé dans la Doutre, livré en 1993, il hébergeait l'ancienne direction des services fiscaux. « **On n'en a plus vraiment besoin** », affirme le directeur, venu à la rencontre de l'intersyndicale.

De leur côté, les syndicats refusent catégoriquement le projet de vente du bâtiment, évoquant un chantage. « **C'est un mot fort, mais on l'assume**, insiste Dalila El Mezdari, secrétaire de section du syndicat Solidaires Finances Publiques. **Le directeur nous dit devoir vendre le bâtiment boulevard Arnauld pour financer une rénovation énergétique du bâtiment C de la cité administrative, sauf que l'Etat a l'obligation de rénover ces bâtiments, qui sont des passoires énergétiques.** »

La contrainte de la rationalisation

Michel Derrac souligne être contraint par une circulaire de la Première ministre (ex-Première ministre, désormais) demandant une rationalisation au niveau des locaux. « **C'est plus rationnel d'être rassemblé à Talot et à la cité administrative, qui sont plus proches.** » Un argument auquel les syndicats ont, là encore, opposé une fin de non-recevoir. « **Des implantations multiples, on en a toujours eu. Les efforts de rationalisation, notre administration les a faits, puisqu'on avait une quarantaine de trésoreries en 2000 et plus une seule aujourd'hui. Ce sont autant de mètres carrés qu'on a rendus à l'Etat.** »

Ensardinement et clapier à lapins

Deux millions d'euros ont déjà été dépensés dans ce cadre pour l'isolation du bâtiment D, partagé avec l'Education nationale. « **On a rénové l'intérieur**, explique Michel Derrac. **On doit redensifier pour y mettre plus d'agents.** » L'organisation des travailleurs se satisfait certes de la rénovation, mais veut défendre des conditions dignes. « **On va assister à un véritable ensardinement, on sera dans des clapiers à lapins au bâtiment D** », abonde Dalila El Mezdari.

L'Etat est pointé du doigt pour cette vente jugée évitable par les syndicats, qui viendrait donc s'ajouter notamment à la suppression des nombreuses trésoreries depuis le début du siècle. S'il y a vente du bâtiment Arnauld, le directeur n'a pas de valorisation précise de ce que le bâtiment pourrait rapporter. L'intersyndicale s'oppose à une telle mesure, qui toucherait directement les 90 agents au boulevard Arnauld, ainsi que les quelques 200 employés à la cité administrative. D'où le rassemblement devant l'hôtel particulier de la rue Talot, bureau de Michel Derrac... et lui-même propriété de l'Etat : « **Si vous voulez vendre un bâtiment, vendez l'hôtel particulier que vous occupez !** »